

# Une crise à ricochet

CHARLES - ANDRÉ | UDRY

➔ 1. Dans le numéro 5 de la revue *La brèche*, nous écrivions : « *Un ralentissement profond frappe les plus grandes économies capitalistes, se multiplient ainsi tous les éléments de rétroaction entre tous les facteurs moteurs d'une crise historique* » (mars 2009). Cela se confirme en juin 2010. La présente crise de l'eurozone s'inscrit dans la continuité de celle qui éclata en 2007 aux Etats-Unis. Toute crise de surproduction et suraccumulation capitaliste prend son essor sous les effets d'un détonateur particulier. Il s'agissait d'abord d'une crise de surproduction du secteur immobilier et de l'automobile. Elle avait été contenue par une injection massive de crédit : les crédits *subprime* (crédits hypothécaires à risque) et les prêts pour achat d'automobiles (un secteur souffrant de surcapacités). A cela s'ajoute l'ensemble des opérations spéculatives à crédit ayant pour objet : les dettes privées et publiques ou les achats de firmes (LBO). En effet, des masses de capitaux ne s'investissaient pas dans la production car le taux de profit moyen était jugé insuffisant. Une figure de la suraccumulation et un déplacement vers la « financiarisation ».

Cette injection de crédit est intrinsèque aux nécessités de reproduction du système et de la société capitalistes, d'autant plus que la contraction de la masse salariale dans la « valeur ajoutée » était forte. Le défaut sur les dettes privées des ménages et des firmes éclata.

Cela ouvrit sur une crise dite financière : banques, assurances, fonds d'investissements financiers avaient multiplié, vendu et acheté des produits financiers assis sur des montagnes de dettes. La faillite de la banque Lehman Brothers, le 15 septembre 2008, agit comme une rafale de vent sur un incendie de forêt.

Les banques centrales (la Fed au premier chef, mais aussi celles du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne, de la Suisse, etc.) durent renflouer ou nationaliser banques, assurances et autres institutions financières et subventionner des secteurs industriels. En 2009, la quasi-totalité des pays du « centre » sont frappés par une récession d'une ampleur sans comparaison depuis 1929, malgré les amortisseurs sociaux encore à l'œuvre.

2. Dès la fin de 2009 se profile la crise de la « dette souveraine ». Elle est le résultat

de la prise en charge par l'Etat du renflouement des banques, de la défiscalisation massive du capital et des très hauts revenus, de la réduction des diverses recettes (impôts, cotisations sociales, etc.) propre aux récessions, des dépenses liées aux « amortisseurs sociaux » (chômage, aides sociales) et au paiement des intérêts de la dette à la couche des rentiers qui la détiennent.

La « crise de la dette souveraine » dans l'Union européenne révèle la force économique-politique des banques qui viennent – pour beaucoup d'entre elles – d'être sauvées du désastre. Elles sortent de la phase précédente de la crise encore plus concentrées (fusions, rachats) et puissantes. Même quand elles ont passé sous le contrôle direct de l'Etat et donc de son budget mité. Nicolas Véron, de l'Institut Bruegel (Bruxelles), affirme : « *Les dirigeants politiques, y compris ceux de France et d'Allemagne, sont solidement capturés par l'establishment bancaire de leur pays.* » (*Wall Street Journal*, 4.6.2010)

En un mot : la prétendue « aide » – conditionnée – à la Grèce n'est autre que le début d'un second renflouement des banques. Les banques du cœur de l'Europe sont très exposées aux dettes – privées et publiques – de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne. Ces banques ont encore dans leurs bilans des volumes masqués de produits toxiques. La baisse de l'euro affaiblit leurs positions. Comme en 2007-2008, les banques se méfient les unes des autres : quelle part de quelle dette souveraine détient ma concurrente ? D'où un double processus : 1° plus de milliards déposés à très court terme auprès de la Banque centrale européenne (BCE), ce qui reflète le tassement des prêts interbancaires ; 2° des ventes massives de titres publics qui font plonger les cours et augmentent les taux d'intérêt, ce qui alourdit le coût de la dette et donc le déficit ! La rétroaction est en marche.

3. Les banques et l'oligarchie rentière commandent une politique d'austérité massive contre les salarié-e-s d'Europe, visant à mettre à genoux ce qui reste du mouvement ouvrier historique – malgré ses grandes limites – des pays européens. L'« Etat social » – protection sociale et services publics – est la cible. L'attaque contre les revenus des salarié-e-s du public – comme la réduction de leurs

effectifs – sert de bras de levier pour une offensive renouvelée contre le privé. Elle peut s'appuyer sur la hausse du chômage et de la précarisation.

Pour une fois, les gouvernements développent une politique de convergence européenne : celle d'une désinflation compétitive... dans tous les pays de l'UE ! De quoi provoquer une dépression. Avec comme conséquence : un ratio de la dette sur PIB qui va se péjorer, car le numérateur (la dette) augmentera et le dénominateur (le PIB) se réduira. Cette crise-là ne fait que commencer. A ce régime, la récession durera.

4. La crise structurelle de l'eurozone comme entité constituée révèle les relations de subordination entre le noyau dur au centre (l'Allemagne et son hinterland, avant tout) et les pays de la périphérie (Grèce, Portugal, Espagne), mais aussi des pays hors eurozone : Roumanie, Pologne, pays Baltes, Hongrie.

Le capitalisme allemand affirme sa compétitivité en utilisant sa structure productive et l'écrasement des coûts unitaires salariaux. Il est donc tiré par les exportations. Il réinvestit ses surplus (balance extérieure) dans les pays de la périphérie de l'UE et au Brésil ou en Asie. Ses banques et assurances – comme celles de la France – sont en tête de l'exposition comme créancières face à l'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Portugal et l'Irlande. Voilà un chaînon expliquant une part des relations franco-allemandes.

La prise de contrôle des politiques budgétaires et fiscales – suite à l'accord « d'aide » du 8-9 mai 2010 établi par le FMI, la BCE, l'ECOFIN (ministres des Finances) – est liée à des conditionnalités brutales : réduction massive des déficits en trois ans. L'Allemagne assure le gros de la garantie de l'UE. Elle tient donc le bâton, avec le FMI. La BCE peut racheter des dettes pourries grecques et autres. On entre dans une phase de guerre du capital sans précédent depuis la période 1974-1975. A l'ordre du jour, la priorité est aux ripostes sociales et politiques face à l'austérité, donc au refus des « conditionnalités » construites pour aider les oligarchies au pouvoir à mettre à genoux le salariat d'Europe. ✱